

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 AVIGNON

AVIGNON, le 27/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMDC LOGISTIQUE

Zone Ecopôle
13310 Saint-Martin-de-Crau

Références : D-00391-2023
Code AIOT : 0006402729

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/05/2023 dans l'établissement SMDC LOGISTIQUE implanté Zone Ecopôle 13310 Saint-Martin-de-Crau. L'inspection a été annoncée le 23/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été conduite dans le cadre d'une action nationale entrepôt qui fait suite à l'accident de Lubrizole et à l'arrêté du 11 avril 2017.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMDC LOGISTIQUE
- Zone Ecopôle 13310 Saint-Martin-de-Crau
- Code AIOT : 0006402729
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entrepôt SMC2 exploité par SMDC LOGISTIQUE une propriété du groupe Katoen Natie spécialiste de la logistique et de l'entreposage. L'entrepôt est actuellement classé à enregistrement du fait de l'évolution de la nomenclature ICPE par le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Vérification des installations au regard de l'arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement modifier par l'arrêté du 24 septembre 2020, et notamment sur les sujets suivants :

- 1.2. Contenu du dossier « Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. » Échéance (1er janvier 2021) ;
- 2. Règles d'implantation III. - Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant sepropager à l'entrepôt. Échéance (1er janvier 2025) ;
- 13. Moyens de lutte contre l'incendie, « Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en oeuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manoeuvre des moyens de secours. » Échéance (1er janvier 2021) ;
- 14. État des matières stockées " L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante". Échéance (1er janvier 2022) ;
- 23. Plan de défense incendie Échéance (31 décembre 2023) ;

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|--|--|--|---|-----------------------|
| 4 | Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr) | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |
| 5 | Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr) | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |
| 7 | Matières dangereuses et chimiquement incompatibles | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |
| 15 | Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020) | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |
| 18 | Effets thermiques sur les tiers (A et Enr) | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII | / | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |
| 19 | Local de charge | Arrêté Préfectoral du 20/12/2004, article 8.4 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 1 | Documents administratifs | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2 | / | Sans objet |
| 2 | Situation administrative au titre des ICPE | Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510 | / | Sans objet |
| 3 | Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I. | / | Sans objet |
| 8 | Conditions de stockage | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9 | / | Sans objet |
| 11 | Détection incendie | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a relevé 5 non conformités notamment en relation avec le système de gestion des stocks, la réalisation d'exercices de défense incendie et l'élaboration d'une simulation des effets thermiques en cas d'incendie par le logiciel FLUMILOG.

2-4) Fiches de constats

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Eléments utiles pour la situation administrative de l'établissement |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ; - ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ; - la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - les différents documents prévus par le présent arrêté. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : L'exploitant a tenu à la disposition de l'inspection les documents faisant état de sa situation administrative. Le point de contrôle numéro deux, détaille la classification de l'établissement au regard de la nomenclature des installations classées. L'exploitant a projeté le document d'analyse des risques rédigé par l'assureur (groupe Zürich, document daté du 10/09/2019). Plusieurs anomalies avait été relevées par l'assureur, l'exploitant a affirmé avoir résolu les problèmes cités. Il était mentionné notamment l'encombrement de l'ouverture des portes coupe-feu ou des même portes maintenues ouvertes, lors de la visite nous n'avons pas constaté ces anomalies.</p> <p>Le rapport de l'assureur relevait la charge hors zone dédiée d'une voiturette électrique. Nous avons pu constater la charge des batteries des filmeuses hors local de charge. Ce point fait l'objet d'un point de contrôle spécifique de ce rapport d'inspection.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Situation administrative au titre des ICPE

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, 1. Appréciation des dangers |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques |
| Constats : L'établissement préalablement soumis à autorisation est aujourd'hui un établissement soumis à enregistrement suite à la modification de la rubrique 1510. L'arrêté d'autorisation initial du 20 décembre 2004 a été modifié par l'arrêté complémentaire du 8 septembre 2005 portant sur les mesures de protection de l'atmosphère et par l'arrêté du 20 novembre 2006 qui prend acte du changement d'exploitant L'exploitant a effectué une demande au bénéfice des droits acquis au titre de l'article L.513-1 du Code de l'environnement, compte tenu des modifications apportées par le décret 2020-1169 du 24 septembre 2020 sur la rubrique 1510. Cette demande effectuée à travers un courrier avec accusé de réception a été transmis à Mr le Préfet des Bouches du Rhône en date du 30 décembre 2021. Une copie nous a été transmise. A ce jour cette demande d'antériorité n'a pas été actée par un document administratif. Un arrêté préfectoral complémentaire prenant acte de la modification du classement ICPE est donc joint à ce rapport d'inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I. |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks. |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. |
| Constats : L'exploitant a présenté son système de gestion des stocks. L'application numérique permet de connaître les stocks présents en temps réel et détaille notamment, les masses, volumes, lieux, catégorie de danger et rubriques ICPE. Les données sont stockées sur un serveur localisé en Belgique et sont accessibles de tout poste informatique du groupe, rendant celles-ci accessibles même en cas de sinistre sur le site. L'exploitant a affirmé réaliser deux inventaires annuels de recalibrage, le dernier inventaire physique aurait eu lieu le 31 mai 2023 L'exploitant a présenté les fiches FDS des produits présents dans ses stockages, il s'agit en particulier de composés présents dans des bougies décoratives. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du Préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; |
| Constats : L'état des matières stockées indique avec les quantités présentes, les mentions de danger ainsi que les rubriques ICPE associées. La localisation des matières est libre ou imposée dans la zone IRAS ou les racks sont sprinklés. Dans le document présenté il n'est pas possible de connaître les quantités de matière par cellule. Ce point est donc non conforme. L'exploitant devra produire un document permettant aux services d'incendie et de secours de connaître les quantités présentes dans chaque cellule. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 5 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Inventaire synthétique |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. |
| Constats : L'état des stocks présenté n'a pas d'équivalent communicable au public. L'exploitant devra donc produire une version de l'état de ses stocks qui puisse être intelligible par le plus grand nombre. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 7 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a / 2.c Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.</p> |
| Constats : Les locaux sont équipés d'une zone où les racks sont sprinklés individuellement, emplacement appelé zone Iras. L'exploitant ne reçoit pas d'aérosols dans ses locaux, il n'y a donc pas de zone dédiée pour leur stockage. Concernant les produits incompatibles il n'y a pas de procédure d'adressage automatisée en vue d'éviter le stockage à proximité des produits incompatibles. C'est une réorganisation manuelle et à posteriori qui est prévue pour la gestion des incompatibilités. Ce système semble complexe à mettre en œuvre et être source d'erreur, ce point n'est donc pas conforme. L'exploitant devra intégrer dans sa gestion automatisée des adressages les incompatibilités de produits. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 8 : Conditions de stockage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;</p> <p>2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;</p> <p>3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.</p> <p>En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :</p> <p>1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;</p> <p>2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.] Ces dispositions sont non applicables aux installations existantes av 2003 et aux installations nouvellement soumises à 1510.</p> <p>La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p> <p>En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,</p> <ul style="list-style-type: none">- la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :- 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;- 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L.- la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses. <p>Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.</p> <p>Constats : L'état des stocks présenté n'indique pas la présence de liquides inflammables, lors de la visite d'inspection, nous n'avons pas non plus constaté la présence de liquides inflammables dans les cellules de stockage.</p> <p>Nous n'avons pas non plus constaté de stockages en masse ou en vrac. Les matériaux étaient stockés dans leur intégralité sur des racks et les dispositifs de sprinklage étaient dégagés.</p> <p>Ce point est donc conforme.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b La détection incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p> |
| <p>Constats : L'exploitant a détaillé le système de détection incendie en fonction dans les cellules :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'entrepôt est équipé d'une détection d'incendie utilisant deux systèmes : détection de fumée et détection infrarouge dans les linéaires. L'alarme peut également être actionnée manuellement. - Le déclenchement de l'alarme conduit à l'isolement de la cellule <p>En cas de déclenchement de l'alarme l'exploitant a présenté la procédure qui serait engagée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pendant les heures d'activité les cadres sont en charges de l'accueil des pompiers, de la fermeture des vannes d'isolement des eaux d'extinction incendie et de l'évacuation - en dehors des heures de travail un report d'alarme est transmis à une société de télésurveillance (CI2T). La société transmet l'information à un personnel rondier (mutualisé sur les 7 entrepôts de l'exploitant sur la zone), qui alertera après levée de doute le SDIS et le cadre d'astreinte. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 15 : Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; – l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; – les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; – la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; – les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; – les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; – le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; – la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ; – s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ; – la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; – la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; – les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; – les mesures particulières prévues au point 22. <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler. Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p> <p>Constats : Le plan de défense incendie est intégré au POI commun des entrepôts SMC1 et SMC2. Ce POI n'a pas été remis à jour depuis 2011 et comporte certaines incohérences notamment sur l'identité des entreprises occupant les locaux.</p> <p>A la lecture du POI et à partir des éléments recueillis lors des échanges, il s'avère que des éléments pourraient échapper au personnel rondier pendant les temps de fermeture de l'entrepôt notamment concernant l'indication de l'emplacement du TGBT ou la fermeture des vannes</p> |

| |
|--|
| <p>martelières. L'exploitant a affirmé qu'un nouveau plan de défense incendie était en cours de rédaction et serait diffusé dans les mois prochains. Le dernier exercice de défense incendie remonte à janvier 2017 alors qu'il est prescrit par l'article 8-10 de l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 qu'un exercice de défense incendie doit être réalisé à minima tous les trois ans. Ce point constitue donc une non-conformité et l'exploitant devra réaliser un exercice incendie approprié sous deux mois.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 18 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe VIII |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p> |
| <p>Constats : L'exploitant n'a pas élaboré d'étude par la méthode FLUMILOG visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Ce point est donc non conforme et l'exploitant devra réaliser cette étude sous deux mois.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 19 : Local de charge

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2004, article 8.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Charge des batteries des filmeuses |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'apparition d'une atmosphère explosible. A cet effet une ventilation mécanique est installée; Elle est asservie à la charge des batteries et à une sonde explosimètre placée en partie haute du local dont le seuil de détection sera établi à 25 % de la limite inférieure d'explosibilité de l'hydrogène. Les locaux ou zones spéciales de recharge des batteries des chariots automoteurs sont séparés par des murs coupe-feu 2 heures des cellules de stockage. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux. En cas de déclenchement d'une alerte par la sonde explosimètre, la charge des batteries est interrompue et la ventilation maintenue. En cas de dysfonctionnement de la ventilation, la charge des batteries est impossible. |
| Constats : Lors de la visite d'inspection nous avons constaté que les filmeuses équipées de batteries au plomb étaient rechargées dans une zone de chargement de l'entrepôt et non dans le local de charge dédié. L'exploitant devra prendre les mesures nécessaires pour que toute charge de batterie induisant un dégagement d'hydrogène soit réalisé dans le local de charge. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 2 mois |